

Le débat est ailleurs !

Les réactions nombreuses suscitées par certaines dispositions de la loi de finances complémentaire 2009 remettent à l'ordre du jour un débat sérieux : celui du « syndrome hollandais », c'est-à-dire celui des effets pervers d'une économie rentière.

Débat autrement plus sérieux que celui de savoir s'il faut maintenir ou revenir sur le Crédoc comme seul mode de paiement de nos importations.

Tous les observateurs de l'économie algérienne ont pu constater que depuis le début des années 2000, nos importations n'arrêtent pas d'augmenter et ont même explosé en 2008.

Les plans de relance I, II et III ont incontestablement « réveillé » l'économie nationale. Quoique puissent en penser les analystes orthodoxes, on est bien passé de 3 points de croissance hors hydrocarbures à la fin des années 1990 à 6,5 % en 2007 et 2008, et il est bon de rappeler qu'en 2006 (-2 %) et 2007 (-1 %), le secteur des hydrocarbures, dont le poids est considérable dans la croissance, a régressé.

Ces plans de relance expliquent en grande partie cette augmentation des importations. Chacun peut le comprendre aisément.

Mais l'analyse de la structure de ces importations révèle que les plans de relance ne sont pas seuls en cause et que le phénomène est plus sournois et véhicule des effets qui peuvent s'avérer catastrophiques pour notre économie.

Explications
Sept processus sont en œuvre qui expliquent la dérive constatée :

1) Au commencement, il y a le boum des ressources financières procurées par des exportations d'hydrocarbures sur un marché mondial favorable.

2) Cette embellie financière a

lieu en contexte national marqué par l'ouverture commerciale, la déprotection et le relatif démantèlement tarifaire.

3) Une libéralisation financière, qui ne dit pas son nom, elle aussi rendue possible par le boum des ressources, est venue appuyer l'ouverture commerciale. Compte devises en partie transférables, marché parallèle de la devise largement toléré ont facilité l'adoption par les autorités bancaires du pays des « transferts libres » et des importations « sans paiement » (entendez sans contribution de l'Etat) : vous vous procurez des devises et vous importez ce que vous voulez sous réserve d'accomplir les formalités douanières et d'avoir votre carte d'importateur.

4) Tous ces phénomènes ont lieu dans un contexte économique national où le moteur de la croissance est la consommation intérieure, le marché intérieur, stimulés par la dépense publique que permet la rente : hausse des investissements publics, hausse des salaires, hausse de la demande globale.

5) Le contexte institutionnel national n'est pas favorable à l'investissement de production et à l'activité de production industrielle : il n'y a pas, par exemple, de loi d'investissement particulièrement favorable à l'investissement industriel.

6) Le climat des affaires est, on ne le sait que trop, très mauvais en Algérie et le coût des transactions très élevé.

7) Le boum des ressources a freiné les réformes.

Tout cela a abouti à un contexte économique algérien où les activités de rente (importations, transports, commerce intérieur), stimulées par une demande intérieure en pleine expansion, sont plus rémunératrices que les activités de production. Et on retrouve ici un syndrome connu des économies rentières où le grand

concurrent de l'entrepreneur est l'importateur : quand un pays en a les moyens (et c'est le cas de l'Algérie depuis dix ans), les incitations à produire sont moindres que les incitations à importer, et il se forme une classe puissante d'importateurs (on les a appelés chez nous les « barons »... du fer, du ciment, de l'agroalimentaire, etc.) à laquelle viennent s'ajouter les « grappilleurs » commerçants de la valise et autres petits importateurs qui alimentent le secteur informel, véritable plaie pour les petites entreprises nationales de production.

L'Egypte, économie rentière s'il en est (canal de Suez, revenus des émigrés, pétrole, sites touristiques), a connu ce syndrome qui est à l'origine de l'effondrement de son industrie manufacturière durant les années 1990 et le début des années 2000.

On voit bien que l'explosion des importations est bien un phénomène structurel, et leur encadrement, leur maîtrise ne dépendent pas fondamentalement de leur seul mode de paiement : l'arrêt du transfert libre et l'obligation du Crédoc ne sont qu'un cautère sur une jambe de bois.

Le problème est plus sérieux et le ver est dans le fruit !

Que faire ?

1) La relance par la demande, politique conjoncturelle s'il en est, a atteint ses objectifs et en même temps ses limites. Poursuivre dans ce sens et continuer à consacrer toute la politique économique à la seule relance par la demande ne va plus produire que des effets pervers : importations massives, pressions inflationnistes, croissance économique insuffisante et coûteuse.

2) Il est temps à présent de quitter les politiques conjoncturelles pour des politiques structurelles, des politiques qui

agissent sur le système économique national en profondeur et qui en changent les règles de fonctionnement.

L'objectif est de casser la rigidité de l'offre nationale, de l'élargir par l'investissement de production en le facilitant pour tous ces promoteurs privés qui disposent de capitaux et aussi, pour beaucoup d'entre eux, de talent et de savoir-faire. Elargir l'offre nationale, c'est aussi améliorer le climat des affaires pour toutes ces entreprises, petites et moyennes, qui rencontrent nombre de difficultés dans la réalisation de leurs métiers. Le rôle de l'Etat algérien est aujourd'hui plus que jamais d'aider les entreprises à produire davantage de biens et de services, de les aider à lever les freins fiscaux et réglementaires qui entravent leur développement. Une politique de l'offre ne saurait se suffire de quelques dispositions fiscales ou de crédit arrêtées dans une loi de finances complémentaire.

Certes, il est utile d'alléger la fiscalité et autres charges obligatoires qui pèsent sur l'entreprise mais il faut aussi et dans le même temps :

1/ Aider à la mise à niveau de nos PME.

2/ Améliorer la protection effective de l'économie.

3/ Lutter contre l'économie informelle et appliquer fermement notre loi sur la concurrence.

4/ Réformer (enfin !) le système bancaire pour le rendre plus à l'écoute du financement des entreprises.

5/ Rendre le marché du travail moins rigide et y introduire de la flexibilité.

6/ Améliorer la performance du système de formation.

7/ Faciliter l'accès des PME aux marchés publics en leur réservant une part importante de ces marchés.

8/ Organiser la défense des PME en créant une structure



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

d'écoute et de défense judiciaire spécialisée dans leurs justes intérêts.

Comme on peut le voir, l'économie algérienne a besoin de passer à une nouvelle étape de son organisation et de son développement. Il est incontestable que les plans de relance I, II et III ont été un choix judicieux et leur réalisation prépare très sérieusement l'économie à de forts taux de croissance.

Mais ceux-ci ne sont pas automatiques. Il faut les fabriquer et c'est précisément l'objet de ce projet global en faveur de l'entreprise.

Lors des séances d'audition des ministres tenues pendant le mois de Ramadan 2008, le président Bouteflika avait demandé au ministre de la PME et, par son intermédiaire, au gouvernement, de préparer avant la fin décembre 2008 (est-il précisé dans le communiqué compte rendu de l'audience), un programme global de soutien au développement de la PME, une sorte de « small business act ». Les entrepreneurs algériens l'attendent toujours.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Le saint homme qui venait d'ailleurs !

Un important groupe terroriste sur le point de se rendre. Il ne reste que quelques détails à régler. Comme de leur signer les... arrêtés d'attribution de locaux commerciaux !

Ah ! Ces maudites lenteurs bureaucratiques !

Le très aérien ministre des Affaires religieuses est catégorique : « Il n'y a pas de pauvreté en Algérie. C'est une invention des médias ! » Et Ghoulamallah d'argumenter sa « thèse » : deux facteurs, au moins, démontrent, selon lui, qu'il n'y a pas de pauvreté en Algérie. D'abord, le nombre de touristes algériens qui sont allés en vacances en Tunisie. Un million et demi, chiffre fièrement brandi par le ministre. Ensuite, le nombre important de harraga qui paient jusqu'à 20 millions pour la traversée. Cet argumentaire appelle plusieurs remarques. Lors du prochain remaniement ministériel, je propose humblement Ghoulamallah au poste de ministre du Tourisme. Il semble plus au fait des chiffres du tourisme que de ceux de la pauvreté. Par contre, je suis très dubitatif quant à son éventuelle nomination à la Jeunesse et aux Sports. Sa conception de la « harga » n'est pas particulièrement indiquée pour tenter d'endiguer de manière humaine ce fléau. Mais bon, mon avis ne compte pas en cas de remaniement ministériel. Le vôtre non plus !

Donc, restons sur des questions qui nous interpellent directement. Comme par exemple de savoir comment Ghoulamallah fait chaque matin pour se rendre au bureau, à son ministère situé à Alger, capitale de l'Algérie ? Cette question n'est pas saugrenue ni inutile. Car lorsqu'on décrète du haut de sa « planitude » que la pauvreté n'existe pas en Algérie, c'est forcément que l'on habite, que l'on réside dans un autre pays. Ou, carrément, sur une autre planète. Ce qui en soit pose un autre problème. Un sacré problème. En ces temps de lutte contre le gaspillage et de contrôle plus sévère du train de vie de l'Exécutif, à l'heure où Ouyahia veut, à juste raison, resserrer les cordons de la bourse et mieux gérer le budget, comment peut-on continuer à payer les frais de déplacement du ministre des Affaires religieuses de « sa planète », celle où il n'y a pas de pauvreté, vers son ministère, situé lui dans une ville encerclée par les bidonvilles, par des cités dorts où s'entassent des parents qui ne savent pas si, le matin, ils pourront verser quelques gouttes de lait dans les gosiers de leurs enfants ? En clair, l'Algérie qui veut se redresser économiquement ne peut pas, ne peut plus se permettre de couvrir les frais de transport, les charges de téléportation quotidienne d'un ministre extraterrestre. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com